



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1^{er} janvier au 30 juin 2014

CONCEPTEUR, INTÉGRATEUR & OPÉRATEUR
DE SYSTÈMES CRITIQUES

CS COMMUNICATION & SYSTEMES
 SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 17 343 147 euros
 SIEGE SOCIAL : 54-56, avenue Hoche, 75008 PARIS
 RCS Paris 692.000.946

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

(Articles L232-7 du Code de Commerce et L451-1-2 III du Code Monétaire et Financier)

I. - Rapport sur l'activité et les résultats du premier semestre 2014

Résultats semestriels 2014⁽¹⁾

| <i>En M€</i> | S1 2013 | S2 2013 | S1 2014 |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|
| <i>Prise de commande</i> | 71,3 | 73,9 | 54,2 |
| <i>Chiffre d'affaires</i> | 84,2 | 77,8 | 82,4 |
| <i>Marge opérationnelle en % du CA</i> | 4,0 4,7% | 2,0 2,6% | 3,6 4,4% |
| <i>Résultat Opérationnel</i> | 2,2 | -1,7 | 2,8 |
| <i>Résultat avant impôts</i> | 1,4 | 0,9 | 1,5 |
| <i>Résultat Net PdG</i> | 0,2 | -0,1 | 0,4 |

¹ Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Au cours de ce premier semestre, le groupe enregistre une érosion limitée de son chiffre d'affaires à 2,1% (par rapport à S1 2013) confortant ainsi l'objectif d'un retour à la croissance attendu au second semestre 2014.

A fin juin 2014, le chiffre d'affaires progresse fortement à l'international (+18,8% versus S1 2013) notamment dans le domaine des systèmes embarqués en Amérique du Nord et du spatial en Allemagne et en Italie.

La marge opérationnelle du groupe rebondit à 3,6 M€, soit 4,4 % du chiffre d'affaires contre 2,6% au semestre précédent et 4,7% au S1 2013. Le résultat opérationnel s'améliore à 2,8 M€ soit 3,4% du chiffres d'affaires (-2,2 % au S2 2013 et 2,6% au S1 2013).

Le résultat net part du groupe est positif à 0,4 M€ contre -0,1 M€ au semestre précédent et 0,2 M€ au 30 juin 2013.

Au 30 juin 2014, la trésorerie nette s'élevait à 3,1 M€ (4,4 M€ à fin décembre 2013). L'endettement global (après prise en compte du factor déconsolidant de 4,6 M€) s'établissait à 28,4 M€ (dont 22,8 M€ de financement garanti par les créances de CIR et CICE comptabilisées à l'actif pour un

montant de 33,8 M€). A fin Juin 2014, les fonds propres consolidés s'établissaient à 30,0 M€ (30,5 M€ à fin décembre 2013 et 17,6 M€ à fin juin 2013).

Effectif

L'effectif social au 30 juin 2014 est de 1791 collaborateurs contre 1733 au 31 décembre 2013 et 1672 au 30 juin 2013 ; la croissance des effectifs est essentiellement enregistrée à l'international. Le groupe a globalement recruté 144 nouveaux collaborateurs au cours du semestre écoulé.

Performances par secteurs opérationnels

Défense, Espace & Sécurité

| En M€ | S1 2013 | S2 2013 | S1 2014 |
|----------------------|-------------|-------------|---------|
| Prise de commande | 27,9 | 34,8 | 22,1 |
| Chiffre d'affaires | 44,1 | 40,4 | 42,6 |
| Marge opérationnelle | 2,9 | 1,5 | 1,9 |
| en % du CA | 6,6% | 3,7% | 4,5% |

Au cours de ce semestre, les activités dans le secteur de la défense et de la sécurité publique se sont stabilisées séquentiellement et les efforts consentis en termes d'avant-vente et de R&D, en particulier dans le domaine de la cybersécurité, devraient permettre de renouer avec la croissance. Au 30 juin 2014, le carnet de commandes de ces activités reste élevé à plus de 22 mois de chiffre d'affaires.

Dans le secteur spatial, l'activité demeure bien orientée et bénéficie de la dynamique du marché des applications spatiales européennes.

Aéronautique, Energie & Industrie

| En M€ | S1 2013 | S2 2013 | S1 2013 |
|----------------------|-------------|-------------|---------|
| Prise de commande | 35,7 | 29,0 | 27,9 |
| Chiffre d'affaires | 32,1 | 30,0 | 33,0 |
| Marge opérationnelle | 1,1 | 0,8 | 2,1 |
| en % du CA | 3,5% | 2,7% | 6,4% |

Dans le secteur de l'aéronautique, CS enregistre une nouvelle croissance en Amérique du Nord où il bénéficie d'une position établie notamment auprès de Pratt & Whitney. Le groupe a été confirmé par Airbus Group dans le panel des « prestataires stratégiques préférentiels » pour les services d'ingénierie et de logiciels embarqués, en partenariat avec Sopra.

Dans ce secteur et celui de l'énergie, CS capitalise sur ses offres technologiques en particulier dans le domaine du PLM, de la simulation haute performance et des logiciels temps réels critiques pour élargir sa base de clientèle.

Produits (Diginext)

| En M€ | S1 2013 | S2 2013 | S1 2014 |
|----------------------|-------------|--------------|---------|
| Prise de commande | 9,2 | 10,6 | 4,8 |
| Chiffre d'affaires | 8,4 | 8,3 | 7,7 |
| Marge opérationnelle | 0,4 | -0,2 | 0,5 |
| en % du CA | 4,8% | -2,4% | 6,5% |

Après avoir enregistré une forte croissance de son activité en 2013, Diginext marque le pas mais maintient sa rentabilité opérationnelle et s'ouvre de nouvelles perspectives grâce au développement de produits innovants dans le domaine de l'entraînement et de la surveillance maritime.

II. - Perspectives

Le groupe rappelle avoir réalisé avec succès, fin juillet 2014, une émission obligataire de 12 M€ souscrite à 66,9% par Sopra Group conformément à l'accord conclu en juin dernier dans le cadre du partenariat industriel et commercial.

CS poursuit sa transformation avec la valorisation de ses offres technologiques et de ses produits innovants ainsi que la mise en œuvre de son plan d'actions d'amélioration *Performance 2016* pour accélérer sa croissance et continuer à faire progresser sa rentabilité.

III. - Principaux risques et incertitudes pour le 1^{er} semestre 2014

Les principaux risques et incertitudes sont décrits dans le Rapport de Gestion du Groupe pour l'exercice 2013 (Annexe 1 – Chapitre VIII « Description des principaux risques » aux pages 153 à 161 du rapport annuel 2013 déposé sous forme de Document de Référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, le 6 juin 2014) et rappelés dans la note 19 « Gestion des risques de Marché » intégrés aux Notes Annexes aux comptes semestriels consolidés condensés 2014.

L'actualisation au 30 juin 2014 des données relatives aux équivalents de trésorerie, aux Passifs financiers et à l'endettement figurent respectivement en notes 9 et 13 de l'Annexe aux comptes semestriels consolidés condensés 2014.

IV. - Principales transactions entre les parties liées et/ou modifications affectant ces transactions, ayant influé significativement la situation financière au cours du 1^{er} semestre

Par rapport au 31 décembre 2013, aucune évolution significative n'a été enregistrée.

V. - Déclaration de la personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes semestriels consolidés 2014 contient une observation relative à la continuité d'exploitation et aux raisons pour lesquelles les comptes semestriels ont été arrêtés en retenant le principe de continuité.

Eric BLANC-GARIN, Directeur Général de CS

VI. - Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société CS COMMUNICATION & SYSTEMES, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes « Faits marquants » et « Note 21 - Evénements postérieurs à la clôture » des notes aux comptes semestriels consolidés condensés relatifs à la continuité d'exploitation et aux raisons pour lesquelles les comptes semestriels consolidés condensés ont été arrêtés en retenant le principe de continuité.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 août 2014
Les commissaires aux comptes

MAZARS

DELOITTE & ASSOCIES

Anne-Laure ROUSSELOU

Thierry QUERON

VII. - Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2014

Etat de la situation financière consolidée au 30 juin 2014

| Actif (en milliers d'euros) | Note | 30/06/14 | 31/12/13 | 30/06/13 |
|---|------|----------------|----------------|----------------|
| Goodwill | | 35 948 | 35 948 | 35 948 |
| Immobilisations incorporelles | | 4 572 | 2 757 | 1 591 |
| Immobilisations corporelles | | 2 722 | 2 792 | 3 948 |
| Titres mis en équivalence | 4 | 51 | 51 | 51 |
| Actifs financiers non courants | 5 | 24 148 | 27 299 | 20 977 |
| Impôts différés | 6 | 414 | 412 | 857 |
| Actif non courant | | 67 855 | 69 259 | 63 372 |
| Stocks et en-cours | | 192 | 175 | 249 |
| Clients et autres débiteurs | 7 | 100 107 | 102 607 | 105 030 |
| Créances financières courantes | 7 | 13 182 | 11 040 | 8 046 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 9 | 16 432 | 24 719 | 15 897 |
| Actifs relatifs aux activités non poursuivies | 2 | 0 | 0 | 3 |
| Actif courant | | 129 913 | 138 541 | 129 225 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 197 767 | 207 800 | 192 597 |

| Passif (en milliers d'euros) | Note | 30/06/14 | 31/12/13 | 30/06/13 |
|--|-----------|----------------|----------------|----------------|
| Capital social | | 17 343 | 17 343 | 6 307 |
| Primes liées au capital | | 45 978 | 45 978 | 52 458 |
| Actions propres | | (476) | (472) | (3 585) |
| Réserves consolidées | | (33 069) | (32 713) | (38 047) |
| Capitaux propres du Groupe | 10 | 29 776 | 30 136 | 17 133 |
| Intérêts minoritaires | | 248 | 385 | 463 |
| Capitaux propres | | 30 024 | 30 521 | 17 596 |
| Provisions non courantes | 11 | 7 832 | 8 281 | 5 962 |
| Avantages du personnel | 12 | 10 609 | 9 491 | 7 883 |
| Emprunts et passifs financiers | 13 | 4 157 | 3 207 | 207 |
| Passifs d'impôts différés | 14 | 0 | 0 | 120 |
| Autres passifs non courants | 14 | 0 | 0 | 1 |
| Passif non courant | | 22 598 | 20 979 | 14 173 |
| Provisions courantes | 11 | 1 630 | 2 604 | 1 761 |
| Concours bancaires courants | 13 | 13 299 | 20 296 | 13 246 |
| Autres emprunts et passifs financiers | 13 | 22 768 | 15 291 | 25 218 |
| Fournisseurs et autres créditeurs | 14 | 107 378 | 118 039 | 120 455 |
| Instruments financiers dérivés | 8 | 0 | 0 | 0 |
| Passifs relatifs aux activités non poursuivies | 2 | 70 | 70 | 148 |
| Passif courant | | 145 145 | 156 300 | 160 828 |
| TOTAL DU PASSIF | | 197 767 | 207 800 | 192 597 |

Compte de résultat consolidé

| (en milliers d'euros) | Note | 30/06/14 | 31/12/13 | 30/06/13 |
|--|------|----------------|----------------|---------------|
| Chiffre d'affaires | | 82 416 | 162 046 | 84 176 |
| Autres produits de l'activité | | 332 | 666 | 475 |
| Produits des activités ordinaires | | 82 748 | 162 712 | 84 651 |
| Achats et charges externes | | (27 508) | (56 785) | (28 135) |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | (1 149) | (2 333) | (1 102) |
| Charges de personnel | | (49 251) | (92 980) | (50 529) |
| Autres charges d'exploitation | | (608) | (242) | (132) |
| Amortissements | 15 | (1 085) | (2 348) | (1 122) |
| Provisions | 15 | 500 | (2 015) | 335 |
| Marge opérationnelle | | 3 647 | 6 009 | 3 966 |
| Autres produits opérationnels | 17 | 5 324 | 2 320 | 823 |
| Autres charges opérationnelles | 17 | (6 158) | (7 853) | (2 593) |
| Résultat opérationnel | | 2 813 | 476 | 2 197 |
| Résultat financier | 16 | (1 334) | 1 850 | (837) |
| Résultat avant impôts des activités poursuivies | | 1 479 | 2 326 | 1 360 |
| Impôts sur le résultat | 18 | (1 081) | (2 235) | (1 077) |
| Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence | 4 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat généré par les activités poursuivies | | 398 | 91 | 283 |
| Résultat net des activités non poursuivies | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat net | | 398 | 91 | 283 |
| <i>Dont intérêts minoritaires</i> | | (49) | (26) | 46 |
| <i>Dont part du Groupe</i> | | 447 | 117 | 237 |
| Résultat du Groupe par action : | | | | |
| Résultat net | | 0,03 | 0,01 | 0,04 |
| Résultat net dilué | | 0,03 | 0,01 | 0,04 |
| Résultat net des activités poursuivies | | 0,03 | 0,01 | 0,04 |
| Résultat net dilué des activités poursuivies | | 0,03 | 0,01 | 0,04 |

Etat du résultat global consolidé :

| (en milliers d'euros) | 30/06/14 | 31/12/13 | 30/06/13 |
|---|--------------|----------------|------------|
| Résultat net consolidé | 398 | 91 | 283 |
| Réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs | | | |
| Ecart de change sur conversion des activités à l'étranger | 20 | (360) | (142) |
| Financement investissement net dans filiale étrangère | | | |
| Changements d'hypothèses actuarielles | (840) | (1 245) | 143 |
| Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres | (820) | (1 605) | 1 |
| Résultat net global | (422) | (1 514) | 284 |
| <i>Dont part du Groupe</i> | (373) | (1 489) | 232 |
| <i>Dont part des minoritaires</i> | (49) | (25) | 52 |

Tableau de flux de trésorerie

| (en milliers d'euros) | | 30/06/14 | 31/12/13 | 30/06/13 |
|--|---------------------|-----------------|-----------------|----------------|
| Résultat net consolidé | | 398 | 91 | 283 |
| Résultat net des activités abandonnées (neutralisé) | | 0 | 0 | 0 |
| Résultat net consolidé des activités poursuivies | | 398 | 91 | 283 |
| Quote part résultat mises en équivalence | | 0 | 0 | 0 |
| Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie : | | | | |
| <i>Amortissement et provisions</i> | | (61) | 4 732 | 110 |
| <i>Produits non cash (abandon de créances des banques en résultat)</i> | | 0 | (3 400) | 0 |
| <i>Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés</i> | | 63 | 5 | 0 |
| <i>Variations des impôts différés actifs</i> | | 0 | 301 | |
| <i>Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur</i> | | 0 | 0 | |
| Coût de l'endettement financier net | | 1 248 | 1 413 | 806 |
| Charge d'impôt (hors variations impôts différés) | | 1 081 | 2 235 | 1 077 |
| Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt | A | 2 729 | 5 377 | 2 276 |
| Impôt versé | B | (1 081) | (2 265) | (1 033) |
| Variation du BFR lié aux activités poursuivies | C | (8 143) | (958) | (847) |
| Variation de la créance Crédit Impôt Recherche et CICE de la période | C' | (5 091) | (15 035) | (5 526) |
| Incidence des activités destinées à la vente | D | 0 | (142) | (64) |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | E=A+B+C+C'+D | (11 586) | (13 024) | (5 194) |
| Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles | | (2 824) | (2 117) | (1 000) |
| Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles | | 0 | 1 | 0 |
| Encaissements liés aux cessions des activités cédées | | | | |
| Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers | | (76) | (534) | (69) |
| Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers | | 839 | 1 417 | 909 |
| Encaissements liés aux actifs financiers courants | | 500 | 0 | 0 |
| Incidence des activités destinées à la vente | | 0 | 0 | 0 |
| Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement | F | (1 561) | (1 233) | (160) |
| Encaissements liés aux nouveaux emprunts | | 13 184 | 8 928 | 5 455 |
| Remboursements d'emprunts (y compris location financement) | | | (7 003) | (2) |
| Augmentations de capital | | 0 | 14 326 | 0 |
| Achats d'actions d'autocontrôle | | (4) | (21) | (424) |
| Vente d'actions d'autocontrôle | | | 376 | 376 |
| Dividendes versés aux actionnaires de la société mère | | 0 | | 0 |
| Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées | | (98) | (118) | (118) |
| Financement investissement dans filiale étrangère | | 0 | 0 | 0 |
| Coût endettement financier net versé | | (1 314) | (1 621) | (916) |
| Autres produits et charges financières | | 0 | 208 | 0 |
| Incidence des activités destinées à la vente | | 0 | 0 | 0 |
| Flux de trésorerie liés aux opérations de financement | G | 11 768 | 15 075 | 4 371 |
| Incidence des variations du cours des monnaies étrangères | H | 90 | (49) | (19) |
| Incidence du reclassement en activités destinées à la vente | I | | 2 | 0 |
| Variation nette de trésorerie | J=E+F+G+H+I | (1 289) | 771 | (1 001) |
| Trésorerie en début de période | J | 4 423 | 3 652 | 3 652 |
| Trésorerie en fin de période (note 9) | K | 3 133 | 4 423 | 2 650 |

Variation des capitaux propres

| (en milliers d'euros) | Nombre de titres | Capital | Primes | Réserves consolidées | Réserves de conversion | Actions propres | Total part du Groupe | Part des Minoritaires | Capitaux propres consolidés |
|--|-------------------|---------------|---------------|----------------------|------------------------|-----------------|----------------------|-----------------------|-----------------------------|
| Situation au 01/01/2013 | 6 306 582 | 6 307 | 52 458 | (38 324) | 41 | (3 539) | 16 943 | 529 | 17 472 |
| Résultat de la période | | | | 237 | | | 237 | 46 | 283 |
| Gains et pertes reconnus directement en capitaux propres | | | | 142 | (143) | | (1) | 6 | 5 |
| Résultat net, gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | 0 | 0 | 379 | (143) | 0 | 236 | 52 | 288 |
| Affectation du résultat n-1 dans la prime d'émission | | | | | | | | | |
| Augmentation de capital de la société mère | | | | | | | | | |
| Variation des titres d'autocontrôle | | | | | | (46) | (46) | | (46) |
| Distribution de dividendes | | | | | | | | (118) | (118) |
| Variation de périmètre | | | | | | | | | |
| Actions gratuites | | | | | | | | | |
| Autres | | | | | | | | | |
| Situation au 30/06/2013 | 6 306 582 | 6 307 | 52 458 | (37 945) | (102) | (3 585) | 17 133 | 463 | 17 596 |
| Résultat de la période | | | | (120) | | | (120) | (72) | (192) |
| Gains et pertes reconnus directement en capitaux propres | | | | (1 387) | (218) | | (1 605) | (6) | (1 611) |
| Résultat net, gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | 0 | 0 | (1 507) | (218) | 0 | (1 725) | (78) | (1 803) |
| Affectation du résultat n-1 dans la prime d'émission | | | (9 770) | 9 770 | | | 0 | | 0 |
| Augmentation de capital de la société mère | 11 036 565 | 11 036 | 3 290 | | | | 14 326 | | 14 326 |
| Variation des titres d'autocontrôle | | | | (2 711) | | 3 113 | 402 | | 402 |
| Distribution de dividendes | | | | | | | | | |
| Variation de périmètre | | | | | | | | | 0 |
| Actions gratuites | | | | | | | | | |
| Autres | | | | | | | | | |
| Situation au 31/12/2013 | 17 343 147 | 17 343 | 45 978 | (32 393) | (320) | (472) | 30 136 | 385 | 30 521 |
| Résultat de la période | | | | 447 | | | 447 | (49) | 398 |
| Gains et pertes reconnus directement en capitaux propres | | | | (820) | | | (820) | | (820) |
| Résultat net, gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | 0 | 0 | (373) | 0 | 0 | (373) | (49) | (422) |
| Affectation du résultat n-1 dans la prime d'émission | | | | | | | | | |
| Augmentation de capital de la société mère | | | | | | | | | |
| Variation des titres d'autocontrôle | | | | | | | | | |
| Distribution de dividendes | | | | | | (4) | (4) | | (4) |
| Variation de périmètre | | | | | | | | (98) | (98) |
| Actions gratuites | | | | | | | | 10 | 10 |
| Autres | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | 17 | | 17 | | 17 |
| Situation au 30/06/2014 | 17 343 147 | 17 343 | 45 978 | (32 766) | (303) | (476) | 29 776 | 248 | 30 024 |

Notes aux comptes consolidés au 30 juin 2014

Préambule

Le groupe CS Communication & Systèmes (CS) est maître d'œuvre pour la conception, l'intégration et l'exploitation de systèmes critiques ; il intervient sur l'ensemble de la chaîne de valeur de ses clients.

CS Communication & Systèmes, société mère du groupe est une société anonyme de droit français dont le siège social est à Paris, 54-56 avenue Hoche. CS est cotée à Paris sur le marché Eurolist d'Euronext (code ISIN FR0007317813).

Les états financiers consolidés au 30 juin 2014 de la société CS Communication et Systèmes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 29 août 2014.

Faits marquants

Le Groupe CS Communication & Systèmes a signé le 11 juin 2014 un accord industriel et commercial avec Sopra, partenaire de longue date de CS.

L'objectif principal de cet accord industriel est l'amélioration et le renforcement des performances, notamment, le développement des coopérations industrielles et commerciales établies dans les domaines de l'Aéronautique et de la Défense, et leur extension à de nouveaux champs de collaboration pour les activités Sécurité, Spatial et Energie. Cet accord industriel et commercial est complété par l'émission d'un emprunt obligataire ouvert aux actionnaires de CS (maintien du DPS) de 12 millions d'Euros sous la forme d'obligations convertibles (durée : 5 ans, taux nominal annuel : 4%, prix de conversion par action : 3,6 euros) dont la bonne fin a été garantie par Sopra qui a souscrit notamment la quote-part de Duna, actionnaire de contrôle de CS. Cette opération a donné lieu à un prospectus visé par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° 14-342 en date du 27 juin 2014. Le produit de cette émission sera en partie alloué à de nouveaux développements qui pourront bénéficier aux deux partenaires. Le règlement-livraison des obligations convertibles est intervenu le 25 juillet 2014.

Compte tenu de ces éléments, les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation par le Conseil d'Administration.

Note 1 - PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés semestriels condensés ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information Financière Intermédiaire ».

S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe CS Communication & Systèmes pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les comptes consolidés au 30 juin 2014 de CS Communication & Systèmes sont établis en conformité avec les normes et interprétations comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'arrêt. Ces normes comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations.

Les principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 30 juin 2014 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013 à l'exception des nouvelles normes et amendements dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2014 et qui n'avaient pas été appliquées de façon anticipée par le Groupe.

Nouvelles normes dont l'application est obligatoire à partir du 1er janvier 2014 :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés »,
- IFRS 11 « Partenariats »,
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »,
- Amendements de transition à IFRS 10, 11 et 12,
- Amendements à IAS 27 « Etats financiers individuels »,
- Amendements à IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »,
- Amendements à IFRS 12 et IAS 27 « Entités d'investissements »,
- Amendements à IAS 32 « Compensation des actifs et passifs financiers »,
- Amendements à IAS 36 « Informations à fournir – Valeur recouvrable des actifs financiers »,
- Amendements à IAS 39 « Novation des dérivés et maintien de la relation de couverture ».

Ces nouvelles dispositions ne produisent pas d'effets sur les comptes consolidés du Groupe CS Communication et Systèmes au premier semestre 2014.

1.2 Saisonnalité

Les chiffres d'affaires et les résultats opérationnels intermédiaires sont caractérisés par une saisonnalité d'amplitude variable selon les années liée à un haut niveau d'activité du dernier mois de l'année.

Note 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

| Nom | Siège | Siren / Pays | % d'intérêt 2014 | % d'intérêt 2013 | Méthode de consolidation |
|--|---------------------|--------------|------------------|------------------|--------------------------|
| - CS Communication & Systèmes | Paris | 692 000 946 | Société mère | Société mère | Société mère |
| - CS Systèmes d'Information (CSSI) | Le Plessis Robinson | 393 135 298 | 100,00 | 100,00 | Globale |
| - USB Gmbh | Munich | Allemagne | 50,96 | 50,96 | Globale |
| - CS Canada SA | Montréal | Canada | 100,00 | 100,00 | Globale |
| - Diginext | Aix-En-Provence | 408 225 845 | 100,00 | 100,00 | Globale |
| - SNC Galilée Plessis | Le Plessis Robinson | 479 483 455 | 80,00 | 80,00 | Globale |
| - CS Romania SA | Craiova | Roumanie | 100,00 | 100,00 | Globale |
| - CS Communication & Systèmes Emirates LLC | Abu Dhabi | E A U | 49,00 | 49,00 | Globale |
| - CenProCS Airliance | Stuttgart | Allemagne | 33,33 | 33,33 | Equivalence |
| - CS Germany Gmbh | Darmstadt | Allemagne | 100,00 | 100,00 | Globale |
| - Newton One | Le Plessis Robinson | 444 573 265 | 100,00 | 100,00 | Globale |
| - CS India | Bangalore | Inde | 100,00 | 100,00 | Globale |
| - Signoval | Tunis | Tunisie | 65,00 | 65,00 | Globale |

Conformément aux principes du contrôle effectif décrits en note 1.2 aux comptes consolidés du document de référence au 31 décembre 2013, CS Communication & Systèmes Emirates LLC est intégrée globalement.

Variation du périmètre en 2014

Entrées : créée en 2013 la société tunisienne Signoval n'a pas eu d'activité au premier semestre 2014.

Sorties : Néant

Variation du périmètre en 2013

Entrées : Basée à Bangalore, CS India a été créée en 2012 afin d'opérer localement les contrats Airbus avec l'Inde.

Sorties : Néant

Reclassement en activités non poursuivies

Activité « Guerre Electronique »

Dans sa séance du 30 juin 2011, le Conseil d'Administration a approuvé le lancement d'un processus de désengagement de l'activité Guerre Electronique de la filiale Diginext. Conformément à la norme IFRS 5, l'activité a été reclassée rétroactivement au 1er janvier 2011 en « activités non poursuivies ». Les coûts de sortie de l'activité ont été comptabilisés sur cette ligne au 31 décembre 2012. Les données relatives à cette activité sont résumées dans le tableau suivant :

| Guerre électronique (en milliers d'euros) | 30/06/14 | 31/12/13 | 30/06/13 |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|
| Chiffre d'affaires | | | |
| Marge opérationnelle | | | |
| Dépréciation des frais de R&D | | | |
| Autres charges opérationnelles | | (135) | |
| Reprise provision fermeture | | 135 | |
| Total résultat | 0 | 0 | 0 |
| Immobilisations incorporelles | | | 0 |
| Immobilisations corporelles | | | |
| Immobilisations incorporelles et corporelles | | 0 | 0 |
| Stock et en-cours | | | 3 |
| Client et autres débiteurs | | | |
| Total Actif | 0 | 0 | 3 |
| Provision fermeture agence | 70 | 70 | 148 |
| Fournisseurs et autres débiteurs | | | 0 |
| Total Passif | 70 | 70 | 148 |

Note 3 - INFORMATIONS SECTORIELLES DES ACTIVITES POURSUIVIES

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe pour laquelle des informations sont disponibles en interne.

Les informations présentées sont donc fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Les informations publiées issues du reporting interne sont établies en conformité avec le référentiel IFRS. Le résultat sectoriel de référence est la marge opérationnelle.

Les activités du Groupe sont regroupées en trois domaines principaux :

- Défense, Espace et Sécurité. Ce secteur fédère les compétences du Groupe en systèmes d'information et de communication pour le déploiement des systèmes critiques de défense et de sécurité (contrôle aérien, centres de commandement, liaisons tactiques, soutien logistique, renseignement, ...) et Espace (centre de contrôle et de mission, mécanique spatiale,...).
- Aéronautique, Energie & Industrie. Dans la chaîne de valeur aéronautique, le groupe CS conduit des projets complexes tels que le développement, l'intégration et le maintien des systèmes embarqués temps réel critiques et des systèmes d'information techniques. Dans le secteur de l'énergie et de l'industrie, le Groupe est un partenaire de confiance dans les domaines de la simulation, du calcul haute performance, de la sûreté, de la gestion des risques nucléaires et de l'informatique industrielle.
- Produits. Ce domaine regroupe les produits logiciels et matériels, en particulier dans le domaine des liaisons de données tactiques (TACTX), de la réalité virtuelle (VGéo, Vertigo, Inscape).

| Au 30 juin 2014 (En milliers d'euros) | Défense, Espace et Sécurité | Aéronautique, Energie, Industrie | Produits | Autres et éliminations | Total |
|---|-----------------------------------|--|----------------|---------------------------|----------------|
| Chiffre d'affaires | 42 608 | 32 988 | 7 718 | (898) | 82 416 |
| Marge opérationnelle | 1 919 | 2 088 | 468 | (828) | 3 647 |
| Autres charges et produits opérationnels | | | | | (834) |
| Résultat financier | | | | | (1 334) |
| Impôts et mises en équivalence | | | | | (1 081) |
| Résultat des activités poursuivies | | | | | |
| Résultat des sociétés cédées | | | | | |
| Résultat net global | | | | | (398) |
| Goodwill | 8 014 | 24 616 | 3 318 | | 35 948 |
| Besoin en Fonds de roulement (courant) | 5 757 | (5 942) | (1 362) | (5 532) | (7 079) |

| Au 31 décembre 2013 (En milliers d'euros) | Défense, Espace et Sécurité | Aéronautique, Energie, Industrie | Produits | Autres et éliminations | Total |
|---|-----------------------------------|--|--------------|---------------------------|-----------------|
| Chiffre d'affaires | 84 490 | 62 012 | 16 763 | (1 219) | 162 046 |
| Marge opérationnelle | 4 371 | 1 901 | 205 | (468) | 6 009 |
| Autres charges et produits opérationnels | | | | | (5 533) |
| Résultat financier | | | | | 1 850 |
| Impôts et mises en équivalence | | | | | (2 235) |
| Résultat des activités poursuivies | | | | | 91 |
| Résultat des sociétés cédées | | | | | |
| Résultat net global | | | | | 91 |
| Goodwill | 8 014 | 24 616 | 3 318 | | 35 948 |
| Besoin en Fonds de roulement (courant) | (3 486) | (8 160) | 1 184 | (4 793) | (15 255) |

| Au 30 juin 2013 (En milliers d'euros) | Défense, Espace et Sécurité | Aéronautique, Energie, Industrie | Produits | Autres et éliminations | Total |
|---|-----------------------------------|--|--------------|---------------------------|-----------------|
| Chiffre d'affaires | 44 122 | 32 078 | 8 426 | (450) | 84 176 |
| Marge opérationnelle | 2 897 | 1 115 | 351 | (397) | 3 966 |
| Autres charges et produits opérationnels | | | | | (1 770) |
| Résultat financier | | | | | (837) |
| Impôts et mises en équivalence | | | | | (1 077) |
| Résultat des activités poursuivies | | | | | 283 |
| Résultat des sociétés cédées | | | | | |
| Résultat net global | | | | | 283 |
| Goodwill | 8 014 | 24 616 | 3 318 | | 35 948 |
| Besoin en Fonds de roulement (courant) | (3 071) | (7 128) | 1 375 | (6 473) | (15 297) |

Note 4 - TITRES MIS EN EQUIVALENCE

| | % détenu 30/06/14 | Situation nette 30/06/2014 (en milliers d'euros) | Résultat 30/06/2014 (en milliers d'euros) |
|--------------------|-------------------|--|--|
| CenProCS Airliance | 33,33 | 51 | 0 |

Note 5 - ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE, PRETS ET CREANCES

| Au 30/06/2014 (en milliers d'euros) | Prêts et autres créances | Actifs financiers disponibles à la vente | Crédit d'Impôt Recherche et autres créances financières | Total |
|---|--------------------------|---|---|----------------|
| Actifs financiers non courants | 901 | 1 017 | 22 230 | 24 148 |
| Client et autres débiteurs | 100 107 | | | 100 107 |
| Créances financières courantes | 1 500 | | 11 682 | 13 182 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 16 432 | | | 16 432 |
| Total actifs financiers | 118 940 | 1 017 | 33 912 | 153 869 |

| Au 31/12/2013 (en milliers d'euros) | Prêts et autres créances | Actifs financiers disponibles à la vente | Crédit d'Impôt Recherche et autres créances financières | Total |
|---|--------------------------|---|---|----------------|
| Actifs financiers non courants | 1 725 | 1 037 | 24 537 | 27 299 |
| Client et autres débiteurs | 102 607 | | | 102 607 |
| Créances financières courantes | | | 11 040 | 11 040 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 24 719 | | | 24 719 |
| Total actifs financiers | 129 051 | 1 037 | 35 577 | 165 665 |

| Au 30/06/2013 (en milliers d'euros) | Prêts et autres créances | Actifs financiers disponibles à la vente | Crédit d'Impôt Recherche et autres créances financières | Total |
|---|--------------------------|---|---|----------------|
| Actifs financiers non courants | 1 427 | 1 037 | 18 513 | 20 977 |
| Client et autres débiteurs | 105 030 | | | 105 030 |
| Créances financières courantes | | | 8 046 | 8 046 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 15 897 | | | 15 897 |
| Total actifs financiers | 122 354 | 1 037 | 26 559 | 149 950 |

Evolution des actifs financiers non courants

| Evolution au cours de l'exercice (en milliers d'euros) | Prêts et autres créances | Actifs financiers disponibles à la vente | Crédit d'Impôt Recherche et autres créances financières | Total |
|---|-----------------------------|--|---|----------------|
| Valeurs brutes : | | | | |
| A l'ouverture de l'exercice | 5 993 | 6 802 | 25 018 | 37 813 |
| Acquisitions et augmentations | 76 | (18) | | 58 |
| Cessions | (4 245) | (2) | | (4 247) |
| CIR et CICE S1 2014 | | | 6 281 | 6 281 |
| CIR 2011 transféré en créances courantes | | | (8 588) | (8 588) |
| Actifs financiers non courants | | | (69) | (69) |
| Conversion et variation de périmètre | 3 | 0 | | 3 |
| Au 30/06/2014 | 1 827 | 6 782 | 22 642 | 31 251 |
| Provisions et pertes de valeur : | | | | |
| A l'ouverture de l'exercice | 4 268 | 5 765 | 481 | 10 514 |
| Actifs financiers non courants | | | (69) | (69) |
| Dotation nette de l'exercice | (3 343) | 0 | | (3 343) |
| Conversion et variation de périmètre | 1 | 0 | | 1 |
| Au 30/06/2014 | 926 | 5 765 | 412 | 7 103 |
| Valeur nette à l'ouverture de l'exercice | 1 725 | 1 037 | 24 537 | 27 299 |
| Valeur nette au 30/06/2014 | 901 | 1 017 | 22 230 | 24 148 |

Les créances de Crédit Impôt Recherche des filiales françaises (5,5 M€ au titre du premier semestre 2014, 8,0 M€ au titre de 2013 remboursable en 2017 et 8,5 M€ au titre de 2012 remboursable en 2016) ainsi que la créance CICE 2013 et la créance CICE en germe du premier semestre 2014 sont classées en actif non courant.

La créance de CIR constatée au titre de l'exercice 2011 (8,6 M€) et remboursable au premier semestre 2015 ainsi que le solde de créance CIR Groupe constatée au titre de 2010 (3,1 M€) non encore remboursée au 30 juin 2014 sont reclassés en actif courant. Voir note 7.

| Principaux titres disponibles à la vente (en milliers d'euros) | % de participation au 30/06/2014 | Valeur nette au 30/06/2014 | Valeur nette au 31/12/2013 |
|---|-------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| COFIDUR (ex CEP Périgueux) | 2,9 | 358 | 358 |
| Sofema | 0,3 | 331 | 331 |
| Sofresa | 1,0 | 23 | 23 |
| ODAS | 1,0 | 300 | 300 |
| CS Irak | 100,0 | 4 | 4 |
| Signoval | | | 20 |
| Divers | | 1 | 1 |
| Total | | 1 017 | 1 037 |

Note 6 - IMPOTS DIFFERES ACTIFS

| (En milliers d'euros) | Au 30/06/2014 | Au 31/12/2013 | Au 30/06/2013 |
|-----------------------|---------------|---------------|---------------|
| Non courants | 414 | 412 | 857 |
| Courants | | - | - |
| Total | 414 | 412 | 857 |

Voir aussi note 18.

L'impôt différé de 0,4 M€, à l'actif fin juin 2014 et fin décembre 2013, correspond à l'impôt futur reconnu par CS Canada sur ses dépenses de R&D non utilisées et donnant droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt fédéral sur les bénéfices. Etant donné le mode de génération et de calcul propre à ce crédit d'impôt, l'économie d'impôt sur les sociétés canadien n'a été retenue que sur les trois prochaines années.

Note 7 - CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS COURANTS

| Au 30/06/2014 (en milliers d'euros) | Valeur brute | Dépréciation | Juste valeur | Dont à plus d'un an |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------------|
| Clients | 92 452 | 2 163 | 90 289 | 9 300 |
| Avances versées | 591 | 0 | 591 | |
| Autres créances d'exploitation | 7 628 | 288 | 7 340 | |
| Charges constatées d'avance | 1 887 | | 1 887 | |
| Total | 102 558 | 2 451 | 100 107 | |

| Au 31/12/2013 (en milliers d'euros) | Valeur brute | Dépréciation | Juste valeur | Dont à plus d'un an |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------------|
| Clients | 97 894 | 2 537 | 95 357 | 10 523 |
| Avances versées | 559 | 0 | 559 | |
| Autres créances d'exploitation | 6 385 | 289 | 6 096 | |
| Charges constatées d'avance | 595 | | 595 | |
| Total | 105 433 | 2 826 | 102 607 | 10 523 |

| Au 30/06/2013 (en milliers d'euros) | Valeur brute | Dépréciation | Juste valeur | Dont à plus d'un an |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------------|
| Clients | 95 885 | 2 457 | 93 428 | 3 445 |
| Avances versées | 568 | 0 | 568 | |
| Autres créances d'exploitation | 9 057 | 289 | 8 768 | |
| Charges constatées d'avance | 2 266 | | 2 266 | |
| Total | 107 776 | 2 746 | 105 030 | 3 445 |

En « Créances financières courantes » sont reclassées de Non Courant à Courant, la créance CIR Groupe constatée au titre de 2011 pour 8,6 M€ et remboursable début 2015, le solde de créance CIR Groupe constatée au titre de 2010 (3,1 M€) non encore remboursée au 30 juin 2014 par l'administration ainsi que le solde remboursable en octobre 2014 du séquestre retenu sur la vente de l'activité ITS en octobre 2012 (1,5 M€).

Les créances clients (factures à émettre TTC) à plus d'un an sont les suivantes (en K€) :

- au 30/06/2014 : 9 300
- au 31/12/2013 : 10 523
- au 30/06/2013 : 3 445

Ces créances clients à plus d'un an ne résultant pas d'une transaction de financement ne sont donc pas actualisées. Il s'agit de factures à émettre liées aux modalités de détermination du chiffre d'affaires et du résultat décrits en note 1.6 aux comptes consolidés du document de référence au 31 décembre 2013.

Note 8 - INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Couverture indexation de prix

Néant

Couverture taux d'intérêts :

Néant

Couverture change :

Au 30 juin 2014 (idem 31 décembre 2013 et au 30 juin 2013) aucun contrat ne fait l'objet de couverture de change.

Au 30 juin 2014 le Groupe dispose d'une ligne de change inutilisée de 3 M€.

Voir aussi note 19.

Note 9 - TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Les valeurs mobilières de placement sont représentées essentiellement par des Sicav monétaires euro.

La trésorerie mentionnée dans le tableau de flux de trésorerie consolidées est composée de :

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Concours bancaires courants | (13 299) | (20 296) | (13 246) |
| Banques | 16 295 | 24 597 | 15 827 |
| Valeurs de placement | 137 | 122 | 69 |
| Trésorerie en fin de période | 3 133 | 4 423 | 2 650 |

Note 10 - CAPITAUX PROPRES

| Nombre d'actions composant le capital social | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|-------------------|-------------------|------------------|
| Au début de l'exercice | 17 343 147 | 6 306 582 | 6 306 582 |
| Actions nouvelles | | 11 036 515 | - |
| Exercice de bons de souscription | | 50 | |
| Levées d'options | | - | - |
| A la clôture de l'exercice | 17 343 147 | 17 343 147 | 6 306 582 |

Un droit de vote double est accordé lorsqu'il est justifié d'une inscription au nominatif au nom du même actionnaire depuis plus de deux ans.

Le 14 août 2013 a été constatée la réalisation définitive de l'augmentation de capital approuvée par l'Assemblée Générale mixte annuelle du 15 juillet 2013 avec le règlement-livraison de 15 009 660 euros, prime d'émission incluse. 11 036 515 actions nouvelles de 1 € ont été émises et admises aux négociations sur le marché réglementé NYSE Euronext à Paris.

Le capital est composé exclusivement des éléments tels que présentés au bilan. Il n'existe pas de dettes financières considérées comme étant du capital, et, inversement, il n'y a pas de composants de capitaux propres considérés comme ne constituant pas du capital.

| Actions propres | Quantité | Valeur brute (en milliers d'euros) |
|------------------------|----------------|---------------------------------------|
| Au 30/06/2013 | 253 522 | 3 585 |
| Acquisitions | 143 176 | 371 |
| Cessions | (332 518) | (3 484) |
| Actions gratuites | | |
| Au 31/12/2013 | 64 180 | 472 |
| Acquisitions | 121 487 | 285 |
| Cessions | (123 943) | (281) |
| Actions gratuites | | |
| Au 30/06/2014 | 61 724 | 476 |

Plans d'option d'achat ou de souscription d'actions

| | Options d'achat - 2004 |
|---|---|
| Date du conseil d'administration | 25/11/2004 |
| Dispositions d'acquisition des droits | Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté depuis l'attribution des options |
| Nombre maximum d'options offertes à l'origine | 2 500 |
| Options détenues au 31/12/2013 par les mandataires sociaux | 0 |
| Délai maximum d'exercice des options | 25/11/2014 |
| Prix de souscription ou d'achat après augmentation de capital du 14 août 2013 | 10,32 |
| Options de souscription ou d'achat restantes au 31/12/2013 | 2 500 |
| Nombre d'options attribuées en 2014 | |
| Nombre d'options exercées en 2014 | |
| Nombre d'options expirées en 2014 | |
| Options de souscription ou d'achat restantes au 30/06/2014 | 2 500 |

Résultat par action

| | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|------------|------------|------------|
| Numérateur (en milliers d'euros) | | | |
| Résultat net part du groupe (a) | 447 | 91 | 237 |
| Dénominateur (en titres) | | | |
| Nombre total de titres (b) | 17 343 147 | 17 343 147 | 6 306 582 |
| Nombre de titres d'autocontrôle (c) | 61 724 | 64 180 | 253 522 |
| Nombre de titres hors autocontrôle (d) = (b) - (c) | 17 281 423 | 17 278 967 | 6 053 060 |
| Nombre moyen de titres hors autocontrôle (e) | 17 281 423 | 10 381 101 | 6 053 060 |
| Actions ordinaires potentielles dilutives (f) | | | |
| Nombre moyen de titres après dilution (g) = (e) + (f) | 17 281 423 | 10 381 101 | 6 053 060 |
| Résultat par action (h) = (a*1000) / (g) | 0,03 | 0,01 | 0,04 |
| Résultat par action dilué (i) = (a*1000) / (g) | 0,03 | 0,01 | 0,04 |

Note 11 - PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

| Evolution 1^{er} semestre 2014 (en milliers d'euros) | Au 01/01/2014 | Dotation | Reprise (provision utilisée) | Reprise (provision non utilisée) | Variation périmètre et divers | Au 30/06/2014 |
|--|------------------|------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|------------------|
| Restructurations | 2 054 | 259 | (266) | | | 2 047 |
| Affaires (pénalités, risques, garanties,...) | 2 215 | 326 | (526) | | | 2 015 |
| Litiges et risques divers | 4 455 | 90 | (133) | (628) | | 3 784 |
| Pertes à terminaison | 1 965 | | (545) | | | 1 420 |
| Impôts | 196 | | | | | 196 |
| Total | 10 885 | 675 | (1 470) | (628) | | 9 462 |

| Evolution 2013 (en milliers d'euros) | Au 01/01/2013 | Dotation | Reprise (provision utilisée) | Reprise (provision non utilisée) | Variation périmètre et divers | Au 31/12/2013 |
|---|------------------|--------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|------------------|
| Restructurations | 2 109 | | (287) | | 32 | 2 054 |
| Affaires (pénalités, risques, garanties,...) | 531 | 1 990 | (165) | | (140) | 2 215 |
| Litiges et risques divers | 4 003 | 2 461 | (2 149) | | 140 | 4 455 |
| Pertes à terminaison | 2 085 | 718 | (806) | | (32) | 1 965 |
| Impôts | 275 | | (79) | | | 196 |
| Total | 9 003 | 5 169 | (3 286) | | 0 | 10 885 |

Provisions Courantes :

Perte à terminaison : compte tenu de l'incertitude relative aux dates d'échéance prévues pour les sorties de ressources, les provisions pour pertes à terminaison sont par principe considérées comme des provisions courantes (1 420 K€ au 30 juin 2014 et 1 965 K€ fin 2013).

Provisions Non Courantes :

Litige avec BT France concernant la vente du pôle Infrastructures Critiques

La filiale CS SI a, le 27 novembre 2009, reçu de la société BT France SA une réclamation au titre de sa garantie de passif pour un montant estimé par BT France à 1,7 M€. CS en a contesté le bien-fondé et considéré que compte tenu des termes de la garantie, le seuil de déclenchement du droit à indemnisation n'était pas atteint par BT. Par courrier en date du 9 avril 2014, BT France a fait savoir à CS que le montant final de sa réclamation s'élevait à 0,8 M€. CS conteste toujours le bien-fondé de certaines réclamations et par là même l'application du seuil de déclenchement de la garantie de passif.

Cette réclamation a toutefois fait l'objet d'une provision dans les comptes de CS.

Litige SNC Galilée

Dans le cadre d'un litige opposant la SNC Galilée, l'Apave et les architectes sur le désamiantage avant travaux des locaux du Plessis Robinson la cour d'appel de Paris dans un arrêt du 25 mai 2011 a condamné ces derniers à payer à la SNC Galilée Plessis une somme de 950 K€. A l'issue d'un pourvoi en cassation formé par l'APAVE et les architectes, la Cour de Cassation a, dans une décision du 5 décembre 2012, cassé cet arrêt et renvoyé les parties devant une nouvelle cour d'appel. La SNC Galilée Plessis a saisi la cour de renvoi suite à cet arrêt infirmatif de la Cour de Cassation.

Les plaidoiries ont eu lieu le 3 avril 2014 et la Cour a confirmé dans son délibéré du 4 juillet 2014 le jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris du 8 janvier 2009 qui avait refusé à la SNC Galilée toute indemnisation, ne faisant ainsi pas droit à l'argumentation de la société. La SNC Galilée étudie cependant les possibilités d'un recours.

Ce litige avait fait l'objet d'une provision couvrant le risque dans les comptes du Groupe.

Litige avec DHMI

En 1998, La société CS SI, à l'époque CISI, a signé un contrat avec le DHMI (la Direction de l'Aviation Civile Turque) pour la fourniture d'un simulateur de contrôle aérien. Après sept années de projet, le DHMI a engagé une procédure judiciaire à l'encontre de CS pour livraison de matériel non conforme à ses exigences. En avril 2011 un premier rapport préliminaire d'experts a estimé le montant d'indemnisation en faveur du DHMI à 1,5 M€, soit 1,0 M€ après déduction de la garantie d'exécution déjà tiré par DHMI (hors intérêts).

DHMI et CS SI contestant pour des motifs différents les conclusions de ce rapport, le Tribunal d'Ankara a décidé à l'issue de l'audience du 15 septembre 2011 de demander aux experts un complément d'analyse et de prendre en compte les dires additionnels des parties.

Le rapport complémentaire des experts a été rendu lors de l'audience du 31 mai 2012. Les experts rejettent les objections de CS et maintiennent leur position initiale.

Le 7 septembre 2012 CS a déposé de nouvelles objections contestant les conclusions de ce rapport complémentaire. Lors de l'audience de délibéré du 30 novembre 2012, le tribunal d'Ankara a partiellement fait droit à la demande du DHMI et condamné la société CS SI à 1 018K€ de dommages et intérêts et rejette pour le surplus à hauteur de 569 K€.

Lors de l'audience de 18 mars dernier, la Cour d'Appel turque a renvoyé le dossier en première instance jugeant qu'il lui manquait des pièces pour rendre sa décision.

Estimant que la décision de première instance n'est fondée, ni sur le fond, ni en matière de respect de procédures, CS a interjeté appel début 2013 et n'a pas constitué de provision complémentaire au titre de ce litige en 2013.

Litige avec Cassidian sur projet RIFAN 2

Le 21 septembre 2011 CS SI a été notifiée par la société Cassidian de la résiliation anticipée de son contrat de sous-traitance dans le projet Rifan 2 au motif de retards et de non conformités des fournitures, qui seraient attribuables intégralement à la société CS SI.

Le 18 octobre 2011, CSSI a assigné en référé Cassidian pour résiliation abusive du contrat et a demandé une indemnité de 13 M€. En réponse Cassidian a réservé ses droits quant à des dédommagements. Par ordonnance en date du 29 décembre 2011, le Tribunal de Commerce de Paris a ordonné la nomination d'un expert et fixé l'étendue de sa mission. Les réunions d'expertise ont débuté en février 2012. Après 20 réunions d'expertise entre 2012 et 2013, l'expertise judiciaire s'est clôturée par une réunion de synthèse le 23 septembre dernier. Par ordonnance en date du 23 octobre 2013, le juge chargé du contrôle des opérations d'expertise a prolongé le délai pour le dépôt du rapport d'expertise au 15 janvier 2014. Les parties ont remis leur dire récapitulatif respectivement, le 10 décembre 2013 pour Cassidian et le 11 décembre 2013 pour CS.

Le rapport d'expertise a été remis finalement le 10 février 2014. Sur la base des conclusions de ce rapport, CS SI a assigné au fond la société Cassidian devant le tribunal de Commerce de Paris le 14 mars 2014 pour rupture abusive.

A l'audience du 16 juin 2014, le Tribunal a fait injonction au défendeur, Cassidian SAS, de conclure et a renvoyé au 8/09/2014 pour le dépôt de ses conclusions.

Jugeant que la résiliation est abusive, CS SI a considéré, à ce stade de la procédure, qu'il n'est pas justifié de constituer de provision pour risque.

Litige « anciens salariés de l'usine de Riom (ex-CSEE) »

Le 30 avril 2013, les ayants droit de Monsieur X, présenté comme ancien salarié de la société CSEE et décédé d'un cancer broncho-pulmonaire en septembre 2011, ont saisi le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de Clermont-Ferrand, aux fins d'obtenir la reconnaissance de la faute inexcusable de la société CSSA (comme société venant aux droits de CSEE) dans la survenance de la maladie et du décès de Monsieur X.

Les ayants droit de Monsieur X font valoir que celui-ci se serait trouvé, dans l'exercice de son activité professionnelle, exposé à l'inhalation de poussières d'amiante, sans bénéficier d'aucune protection et sans avoir été informé des risques encourus. Ils considèrent ainsi que l'entreprise avait conscience du danger de l'amiante et qu'elle n'a pas pris les mesures nécessaires pour protéger la santé des salariés.

Outre la majoration au taux maximum de la rente d'ayant droit allouée à Madame X, les demandeurs réclament 300 000 € tire de l'action successorale, 190 000 € au titre de l'indemnisation de leur préjudice moral personnel et 2 000 € chacun au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

CSSA entend faire valoir ses droits et conteste l'imputation à sa charge de toute faute inexcusable, n'ayant jamais été l'employeur de Monsieur X. Ce litige a toutefois fait l'objet d'une provision partielle dans les comptes de la société.

La société CSSA a fait l'objet, par ailleurs, d'une action en responsabilité engagée, le 7 juin 2013 devant le Conseil de Prud'hommes de Riom, par 38 anciens salariés de la société CSEE en réparation de leur préjudice d'anxiété subi du fait qu'ils ont travaillé dans un établissement éligible à la préretraite amiante. Les salariés en question exerçaient leurs activités dans des branches d'activités du Groupe qui ont fait l'objet de filialisations puis de cessions à différents repreneurs. La société Cassidian est également mise en cause dans 25 de ces dossiers.

Chacun des 38 demandeurs réclament 31 000 € de dommages-intérêts correspondant à 15 000 € au titre de préjudice d'anxiété, 15 000 € au titre d'un bouleversement de leurs conditions d'existence et 1000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Le préjudice couvre les troubles psychologiques causés par la simple exposition à l'amiante et porte sur la crainte des salariés ayant été exposés à l'amiante de se voir développer un jour une maladie. Le préjudice lié au bouleversement des conditions d'existence n'est pas reconnu par les juridictions.

CSSA entend faire valoir ses droits à l'audience de plaidoirie renvoyée fin septembre 2014. Ces dossiers ont toutefois fait l'objet d'une provision partielle dans les comptes de la société.

Note 12 - AVANTAGES DU PERSONNEL

Ils sont constitués des indemnités de départ en retraite dus, principalement, au titre de la convention collective Syntec en France ainsi que du régime de couverture médicale facultatif réservé à d'anciens salariés ayant pris leur retraite avant le 1^{er} janvier 1999. A fin juin 2014, le nombre de bénéficiaires de ce régime est d'environ 230 personnes.

| (en milliers d'euros) | Frais de santé des anciens salariés | Indemnités de départ en retraite et assimilé | Total |
|---|-------------------------------------|--|---------------|
| Au 31/12/2013 | 2 507 | 6 984 | 9 491 |
| Mouvements période | | 279 | 279 |
| Variation de périmètre et IFRS 5 | | | |
| Mouvements liés aux changements d'hypothèses actuarielles | 187 | 652 | 840 |
| Au 30/06/2014 | 2 694 | 7 915 | 10 609 |

Les principales hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements de retraites sont les suivantes :

| | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|----------------------------------|------------|------------|------------|
| Taux d'actualisation | 2,40 | 3,17 | 3,03 |
| Taux d'augmentation des salaires | 2,00 | 2,00 | 2,00 |

Le groupe étant essentiellement implanté en zone euro, un seul taux d'actualisation est retenu. Le taux d'actualisation est obtenu par référence au taux de rendement des obligations des entreprises de première catégorie en retenant une maturité équivalente à celle de l'engagement de retraite.

Le taux de rotation du personnel a été calculé sur un historique de 3 années, par tranche d'âge de 5 ans en retenant comme motifs de départ les démissions, les licenciements et les ruptures conventionnelles.

La Loi de financement de la Sécurité Sociale 2009, votée le 17 décembre 2008, prévoit, à compter de 2010, essentiellement, le recul à 70 ans de la possibilité de mettre à la retraite d'office des salariés par l'employeur. Cependant l'employeur et le salarié pourront convenir d'une mise à la retraite à partir de 65 ans. A ce jour, il est difficile d'anticiper quels seront les choix des salariés, le groupe considère donc un départ volontaire de ses salariés à 65 ans.

La réforme 2010 des retraites augmentant l'âge légal de départ à la retraite n'a pas été jugée susceptible de modifier ces hypothèses.

Note 13 - PASSIFS FINANCIERS

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | | 31/12/2013 | | 30/06/2013 | |
|--|--------------|---------------|--------------|---------------|-------------|---------------|
| | Non courant | Courant | Non courant | Courant | Non courant | Courant |
| Emprunt obligataire | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Emprunts bancaires et autres | 4 157 | 22 768 | 3 207 | 15 291 | 207 | 25 218 |
| Emprunts liés aux contrats de location-financement | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| Soldes créditeurs de banques | | 13 299 | | 20 296 | | 13 246 |
| Total emprunts et dettes financières | 4 157 | 36 067 | 3 207 | 35 587 | 207 | 38 464 |

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|
| Emprunts et dettes | (40 224) | (38 794) | (38 671) |
| Banques et valeurs de placement | 16 432 | 24 719 | 15 897 |
| Trésorerie nette des dettes financières (+) ou endettement (-) | (23 792) | (14 075) | (22 774) |

4. Ligne de crédit BPI France garantie par la créance 2013 « Crédit Impôt recherche » de 6,1 M€

- Modalités de remboursement :

Le 30 juin 2017 6 115 000 €

Soit la date d'encaissement effectif par l'emprunteur dudit crédit d'impôt.

5. Ligne de crédit BPI France garantie par la créance en germe 2013 « Crédit Impôt Compétitivité Emploi » de 1,1 M€

- Tirage au 30 juin 2014 et modalités de remboursement :

Le 30 juin 2017 945 000 €

Soit la date d'encaissement effectif par l'emprunteur dudit crédit d'impôt.

6. Ligne de crédit BPI France garantie par la créance en germe 2014 « Crédit Impôt Compétitivité Emploi » de 1,0 M€

- Tirage au 30 juin 2014 et modalités de remboursement :

Le 30 juin 2018 358 000 €

7. Contrat de Développement Participatif (CDP) BPI France de 3,0 M€

- Modalités de remboursement :

Le 30 septembre 2020 150 000 € (dernière échéance)

Le prêt est remboursable sur 7 ans en 28 échéances trimestrielles avec un différé de remboursement du capital de 2 ans (8 trimestres) à compter du 30 septembre 2013.

8. Prêt à taux Zéro (PTZI) BPI France de 1,0 M€

- Modalités de remboursement :

Le 30 juin 2021 47 500 € (dernière échéance)

Le prêt accordé à la filiale Diginext dans la cadre du régime d'intervention en faveur de la recherche, du développement et de l'innovation est remboursable linéairement en 20 remboursements trimestriels à partir du 30 septembre 2016.

9. Affacturage

- Eurofactor (affacturage déconsolidant) :

Fin 2002, CSSI a signé une convention d'affacturage avec Eurofactor. Cette convention prévoit que lorsque le défaut de paiement du débiteur est lié à son insolvabilité, le risque est supporté par la société d'affacturage dans la limite d'un montant garanti. En 2006, la filiale Diginext a conclu avec Eurofactor une convention d'affacturage similaire.

Le risque principal, risque de défaillance ou d'insolvabilité, ayant été transféré, ces créances sont déconsolidées et font partie intégrante des Disponibilités. Ces deux lignes sont rémunérées à taux variables indexés sur l'Euribor 3 mois.

Les termes de l'accord du 5 juin dernier ont confirmé la convention d'affacturage avec Eurofactor pour un plafond porté depuis le 1er janvier 2013 à 13M€ et une durée maintenue au moins jusqu'au 31 décembre 2014.

- BPI France (cession de créances professionnelles) :

Aux termes de ce même accord la ligne de mobilisation de créances Loi Dailly utilisable par CSSI a été remontée de 17,5 M€ à 20 M€. Elle continue d'inclure les créances de Diginext sur les acheteurs publics et parapublics français dans la limite d'un sous plafond de 2,5 M€. Cette ligne globale de 20 M€ a été confirmée jusqu'au 30 juin 2015 courant juin 2014.

| A. Total affacturage déconsolidant (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| Créances cédées à Eurofactor | 5 954 | 10 412 | 8 328 |
| Dont créances cédées non garanties | (413) | (89) | (160) |
| Réserves / garanties | (907) | (1 662) | (1 258) |
| Total Créances cédées déconsolidantes en trésorerie | 4 634 | 8 661 | 6 910 |

| B. Factors non déconsolidants (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| Clients BPI France | 12 853 | 20 000 | 14 448 |
| Client Eurofactor non garanti | 413 | 89 | 160 |
| Total Créances cédées non déconsolidantes | 13 266 | 20 089 | 14 608 |

10. Résumé des plafonds de financements

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | | 31/12/2013 | |
|---|------------------------|---------------------|------------------------|---------------------|
| | Plafond de financement | Trésorerie utilisée | Plafond de financement | Trésorerie utilisée |
| Cessions de créances BPI France | 20 000 | 6 525 | 20 000 | 2 328 |
| Affacturage | 13 000 | 0 | 13 000 | 2 245 |
| Ligne BPI France garantie par le CIR-CICE | 22 768 | 22 768 | 15 943 | 15 291 |
| CDP BPI | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 3 000 |
| PTZI BPI | 950 | 950 | | |

Note 14 - AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Passifs non courants | | | |
| Impôts différés | | | 120 |
| Autres | | | 1 |
| Total | | | 121 |
| Passifs courants | | | |
| Avances et acomptes reçus | 12 926 | 24 903 | 23 904 |
| Fournisseurs | 22 422 | 19 148 | 23 291 |
| Dettes d'exploitation diverses (1) | 46 331 | 44 562 | 50 847 |
| Dettes sur immobilisations | | | 0 |
| Dettes diverses (2) | 6 052 | 7 175 | 5 511 |
| Produits constatés d'avance | 19 647 | 22 251 | 16 902 |
| Total | 107 378 | 118 039 | 120 455 |

(1) Sous cette rubrique figurent essentiellement la TVA sur les créances clients non encaissées, la TVA sur les factures clients à établir, la TVA due au titre du dernier mois de l'exercice, les dettes sociales (personnel, congés payés, organismes sociaux, ...). Les impôts directs exigibles sont négligeables.

(2) Sous cette rubrique figure la dette sociale et fiscale de 3,4 M€ en principal au 30 juin 2014, constituée d'août à octobre 2013 selon le nouveau plan d'étalement négocié le 5 juin 2013 et dont les remboursements s'échelonnent jusqu'en octobre 2015. Pour rappel, la dette relative au plan d'étalement négocié le 29 avril 2011 et dont le reliquat au 31 décembre 2012 était de 3,4 M€ a été intégralement remboursée le 14 août 2013.

Les produits constatés d'avance résultent de la méthode de reconnaissance du revenu décrite en note 1.6 (facturation excédant le chiffre d'affaires reconnu du fait de l'avancement du projet) aux comptes consolidés du document de référence au 31 décembre 2013.

Note 15 - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION

| En milliers d'euros | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|--------------|----------------|--------------|
| Dotations aux amortissements | (1 085) | (2 348) | (1 122) |
| Dotations / reprises (+) pour dépréciations | 77 | (10) | 23 |
| Dotations / reprises (+) pour provisions | 423 | (2 005) | 312 |
| Total | (585) | (4 363) | (787) |

Note 16 - RESULTAT FINANCIER

| En milliers d'euros | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|----------------|----------------|--------------|
| Coût de l'endettement financier brut | (1 314) | (1 621) | (916) |
| Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | 105 | 110 | 79 |
| Coût de l'endettement financier net | (1 209) | (1 511) | (837) |
| Autres produits et charges financiers | (125) | 3 361 | 0 |
| Résultat financier | (1 334) | 1 850 | (837) |

Détail des autres produits et charges financiers

| En milliers d'euros | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|--------------|--------------|------------|
| Dotations nettes | (108) | (239) | (108) |
| Résultat de change et matières premières | (94) | (21) | (5) |
| Dividendes | 77 | 221 | 113 |
| Abandon de créance des banques sur PMT de 10,4 M€ | | 3 400 | |
| Total | (125) | 3 361 | 0 |

Note 17 - AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

| 30/06/2014 (en milliers d'euros) | Charges | Produits | Net 30/06/2014 |
|--|----------------|-----------------|-----------------------|
| Déménagements et locaux vides | (388) | 0 | (388) |
| Restructuration – personnel | (1252) | 554 | (698) |
| Résultat de cession d'actifs | (4 205) | 4 142 | (63) |
| Litige sur affaire | (92) | 628 | 536 |
| Autres | (221) | | (221) |
| Total | (6 158) | 5 324 | (834) |

| Exercice 2013 (en milliers d'euros) | Charges | Produits | Net 2013 |
|---|----------------|-----------------|-----------------|
| Déménagements et locaux vides | (2 601) | 1 472 | (1 129) |
| Restructuration – personnel | (2 654) | 561 | (2 093) |
| Résultat de cession d'actifs | | 1 | 1 |
| Litige sur affaire | (913) | 203 | (710) |
| Autres | (1 685) | 83 | (1 602) |
| Total | (7 853) | 2 320 | (5 533) |

| 30/06/2013 (en milliers d'euros) | Charges | Produits | Net 30/06/2013 |
|--|----------------|-----------------|-----------------------|
| Déménagements et locaux vides | (655) | 300 | (355) |
| Restructuration – personnel | (760) | 226 | (534) |
| Litige sur affaire | (351) | 203 | (148) |
| Autres | (827) | 94 | (733) |
| Total | (2 593) | 823 | (1 770) |

Note 18 - IMPOT SUR LES RESULTATS

| En milliers d'euros | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| Résultat consolidé avant impôt (hors résultat des activités cédées) | 1 479 | 2 326 | 1 360 |
| Taux d'imposition théorique | 33,33% | 33,33% | 33,30% |
| Impôt sur les sociétés théoriques (a) | (493) | (775) | (453) |
| Produit / charges d'impôt au compte de résultat | (1 081) | (2 235) | (1 077) |
| Impôt sur les sociétés des filiales au compte de résultat (b) | (245) | (324) | (131) |
| Charges CVAE au compte de résultat | (836) | (1 609) | (906) |
| Impôts différés Groupe fiscal France (dépréciation) | | | |
| Impôts différés CS Canada R&D | | (420) | |
| Divers | | 119 | (40) |
| Différence (a) – (b) | (248) | (451) | (322) |
| IS / déficit fiscal France de l'exercice non activé | | | |
| Autres (dont variation taux imposition filiales étrangères et différences permanentes) | (248) | (451) | (322) |
| Total | (248) | (451) | (322) |

Le Crédit d'Impôt Recherche et le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) sont comptabilisés en minoration des charges des frais de personnel essentiellement.

La méthode retenue pour la détermination des impôts différés actifs liés aux pertes reportables du groupe fiscal France (très majoritairement à durée indéterminée) est décrite en note 1.12 des comptes consolidés 2013. Aucun impôt différé actif n'a été constaté au 30 juin 2014.

Note 19 - GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risque de liquidité, risque de variation des flux de trésorerie dû à l'évolution des taux d'intérêt, risque de contrepartie, risque de change et risque de crédit.

A/ Risque de liquidité

Selon la définition donnée par l'Autorité des Marchés Financiers, le risque de liquidité se caractérise par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif et se traduit par l'impossibilité de rembourser les dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

La gestion du risque de liquidité implique le maintien d'un niveau suffisant de liquidités ainsi que la disponibilité de ressources financières appropriées grâce à des facilités confirmées.

Le financement court terme est principalement assuré par le recours à l'affacturage et à la cession de créances (commerciales et CIR).

Par nature, le montant utilisé est plafonné par le volume de créances émises et non encaissées. Une éventuelle faiblesse de la facturation limiterait la capacité du Groupe à utiliser la totalité de ces lignes et à financer temporairement les dettes.

L'accord signé avec les partenaires financiers le 5 juin 2013 confirme et aménage les lignes de financement avec Eurofactor, pour un plafond maximum de 13 M€ jusqu'au 31 décembre 2014, et avec OSEO, pour un plafond porté à 20 M€ renouvelable annuellement au 30 juin.

Avec la réalisation de l'émission obligataire le 25 juillet 2014, le Groupe, qui a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité, considère qu'il est en mesure de faire face à ses échéances à venir et qu'il disposera des moyens financiers nécessaires à la continuité de son exploitation et à son développement commercial.

B/ Risque de variation des flux futurs dû à l'évolution des taux d'intérêts

Le risque de taux d'intérêt provient essentiellement des emprunts. La gestion de l'exposition au risque de taux couvre deux types de risques :

- Un risque de prix sur les actifs et passifs financiers à taux fixe. En contractant une dette à taux fixe par exemple, le Groupe s'expose à une perte potentielle d'opportunité si les taux d'intérêts venaient à baisser. Toute variation des taux d'intérêts est susceptible d'avoir un impact sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe. Cette perte d'opportunité n'aurait toutefois aucun effet sur les produits et les charges financiers tels que présentés dans le compte de résultat consolidé et, en tant que tel, sur le résultat net futur du Groupe jusqu'à l'arrivée à échéance de ces actifs et passifs.
- Un risque de variation des flux de trésorerie sur les actifs et passifs à taux variable si les taux d'intérêt venaient à augmenter.

L'objectif principal de la gestion des taux d'intérêt de l'endettement du Groupe est de minimiser le coût de la dette et de le protéger des fluctuations des taux d'intérêts en contractant des «swaps» de taux variable contre taux fixe. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés autorisés tels que des contrats de swaps conclus avec des établissements financiers.

Il n'y a pas dans les comptes d'endettement à moyen et long terme représenté par des contrats de type crédit-bail, location financière, etc... à taux fixe ces contrats ne seraient pas, en tout état de cause, exposés au risque de taux d'intérêts.

L'endettement à court terme est constitué par la mobilisation de créances commerciales et des créances fiscales de Crédit Impôt Recherche non encore remboursées par l'état. Leurs volumes d'utilisation faisant l'objet d'une forte variabilité en fonction des flux de trésorerie quotidiens, aucune couverture de taux n'a été mise en place.

C/ Risque de contrepartie

La base de clientèle du Groupe est constituée par de grands comptes. Près de la moitié du chiffre d'affaires est réalisé avec des administrations et des établissements publics, principalement en France. Les dépenses publiques dépendent de facteurs économiques et politiques et sont donc susceptibles de connaître des variations d'une année à l'autre.

Le Groupe ne consent aucun prêt significatif à des personnes physiques ou morales externes, employés ou entités dont il détiendrait des titres et qui ne seraient pas consolidés.

Seuls les établissements financiers de premier ordre sont utilisés par le Groupe dans le cadre des opérations de trésorerie et opérations sur instruments dérivés.

D/ Risque de change

Le Groupe est soumis à deux catégories de risques liées à l'évolution du taux de change :

- le risque lié à la conversion des états financiers des activités implantées dans des pays ayant une monnaie fonctionnelle différente de l'euro. Ce risque ne fait pas l'objet d'une couverture particulière et est limité compte tenu de l'implantation géographique du Groupe très majoritairement situé dans la zone euro.
- le risque transactionnel concernant les flux d'achats et de ventes dans des devises différentes de celle où l'opération est réalisée. Ce risque de change est cependant limité car chaque entité intervient très majoritairement dans son pays et dans sa devise. Les expositions résiduelles au risque de change sont principalement liées au dollar américain et localisées dans les sociétés françaises.

Le Groupe a mis en place des procédures de gestion des positions en devises résultant d'opérations commerciales et financières libellées en monnaies différentes de la monnaie locale de l'entité concernée. Conformément à ces procédures, toutes les expositions transactionnelles significatives doivent être couvertes dès leur survenance. Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe a recours à divers instruments financiers, notamment des opérations à terme et des options d'achat et de vente de devises.

Dans le cadre de sa politique de gestion du risque de change et de taux, le Groupe est amené à conclure des contrats de couverture avec des établissements financiers de premier plan. A ce titre, le risque de contrepartie peut être considéré comme négligeable.

Au 30 juin 2014, le risque de change est très limité les principaux contrats commerciaux en cours étant libellés en euro. Aucun contrat ne fait actuellement l'objet de couverture de change. Le Groupe dispose d'une ligne de change de 3 M€ non utilisée à la clôture.

E/ Risque de prix

Le Groupe est, pour deux grands contrats commerciaux, exposé au risque de prix sur certaines matières premières (voir note 8). Le Groupe n'a pas souscrit de nouvelles couvertures matières au titre de ces deux contrats.

F/ Risque sur actions

Ainsi qu'il est indiqué en note 9, le Groupe détient des Sicav monétaires euro à maturité courte dont le risque est minime. La valeur des actions auto-détenues étant déduite des capitaux propres, les variations de cours sont sans impact sur le compte de résultat consolidé.

G/ Risque de crédit

Les risques de crédit auxquels le Groupe est exposé sont peu élevés, en raison de la nature de ses clients, principalement des institutionnels, notamment des administrations, qui disposent d'une qualité de crédit de premier rang. Près de la moitié du chiffre d'affaires est réalisé avec des administrations et des établissements publics, principalement en France.

Par ailleurs, des procédures d'acceptation des clients et des analyses de risques de crédit qui y sont liées sont intégrées au processus global d'évaluation des risques et sont mises en œuvre tout au long du cycle de vie d'un contrat. Les créances clients font l'objet d'analyses et de suivis spécifiques, principalement les créances dont l'échéance contractuelle est dépassée.

Note 20 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

| (En milliers d'euros) | Cf. | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|-----|------------|------------|------------|
| <u>Engagements donnés :</u> | | | | |
| Avals et cautions hors Groupe et engagements liés à l'exécution des marchés (hors restitution d'acomptes) | A | 1 621 | 1 441 | 2 327 |
| Nantissements, hypothèques et sûretés réelles | B | 43 129 | 43 884 | 40 929 |
| Avals, cautions et garanties | C | 26 625 | 17 361 | 29 296 |
| Autres garanties données | | | | |
| <u>Engagements reçus :</u> | | | | |
| Avals, cautions et garanties | | 0 | 0 | 0 |

Le Groupe retraite les contrats significatifs de location financement, si applicable.

A/ Avals et cautions hors Groupe et engagements liés à l'exécution des marchés

Le groupe, dans le cadre de réponses à appels d'offres, est parfois amené à mettre en place des garanties de soumission. Egalement, de la signature du contrat jusqu'à la fin de son exécution, le groupe s'engage, par l'intermédiaire de banques, à dédommager le client en cas de manquement à ses obligations contractuelles et procède à la mise en place de cautions de bonne exécution.

En fonction des clauses contractuelles, le groupe est amené à percevoir de ses clients des acomptes. Ces acomptes sont enregistrés en dettes au bilan. A la demande du client des garanties de restitution d'acomptes peuvent être mises en place (141 K€ à fin juin 2014 contre 75 K€ à fin 2013).

B/ Nantissements, hypothèques et sûretés réelles consenties

| Nantissement (En milliers d'euros) | Date de départ | Date d'échéance | Montant de l'actif nanti au 30/06/2014 |
|--|----------------|-----------------|--|
| Sur immobilisation financière ⁽¹⁾ | 06/05/2011 | Indéterminé | 42 222 |
| Sur comptes de garantie et de réserve Eurofactor | 10/02/2005 | Indéterminé | 907 |

(1) Dans le cadre du refinancement du Groupe, l'accord du 6 mai 2011 (réitéré par l'accord du 27 avril 2012 et celui du 5 juin 2013) établit le nantissement de 100% des titres détenus par CSSI dans ses filiales, Diginext 100 %, USB (soit 51% du capital de la société allemande), CS Romania 100% et CS Canada 100% et de 51% des titres CSSI détenus par CSSA.

C/ Avals, cautions et garanties

Ils sont essentiellement composés par :

- des garanties de loyers données aux propriétaires d'immeubles pris à bail par le Groupe pour 1,1 M€ fin juin 2014 (incluant la garantie pour le nouveau bail du Plessis Robinson de 0,8 M€) contre 0,3 M€ fin 2013 ;
- des garanties données dans le cadre de l'accord avec les partenaires financiers du 27 avril 2012 et reconduites dans l'accord du 5 juin dernier pour un total de 25,6 M€ au titre de la mobilisation des CIR-CICE ainsi que des lignes de cautions existantes au 30 juin 2014 ;

A noter que l'accord bancaire du 5 juin 2013, prévoit un covenant financier calculé annuellement applicable au « Contrat d'Ouverture de Crédits par Emission de Garanties 2013 », à savoir : Leverage ratio = Dette Financière Brute / EBITDA < 2,5.

Note 21 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Dans un communiqué de presse en date du 25 juillet dernier le groupe a annoncé la réalisation de l'émission d'obligations convertibles en actions ordinaires nouvelles avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires lancée par CS Communication & Systèmes le 4 juillet 2014 (« les Obligations »).

L'émission des Obligations a été largement souscrite avec une demande totale de 44.754 Obligations, représentant plus de 134% des Obligations à émettre. Conformément à son engagement de souscription qui porte sur l'intégralité du montant de l'émission, Sopra Group se voit ainsi attribuer 22.298 Obligations, soit 66,9 % du montant total de l'émission (45,18% de l'émission ayant été souscrits à titre irréductible).

Le règlement-livraison du montant brut des Obligations de 12 006 720 € est intervenu le 25 juillet 2014. Les 33.352 Obligations ont été émises et admises aux négociations sur le marché réglementé NYSE Euronext à Paris (code ISIN : FR0012008753).

L'ensemble des informations relatives à l'émission des Obligations figure dans le Prospectus ayant reçu le visa AMF n° 14-342 du 27 juin 2014.